



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de la Sarthe
Service Protection de l'Environnement**

19 Boulevard Paixhans
CS 91631
72016 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 26/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALLEGRAIN ABATTOIR

33 Rue de la 2^{ème} DB
72170 Chérancé

Code AIOT : 0057200464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement VALLEGRAIN ABATTOIR, implanté 33 Rue de la 2^{ème} DB - 72170 Chérancé. L'inspection a été annoncée le 18/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALLEGRAIN ABATTOIR
- 33 Rue de la 2^{ème} DB - 72170 Chérancé
- Code AIOT : 0057200464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Etablissement d'exploitation d'abattoirs, autorisé au titre de la rubrique 3641 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (IED).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a porté sur des actions nationales 2026, à savoir la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles du BREF SA, sur la gestion de l'eau ainsi que sur les ouvrages de prélèvement d'eau.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Ouvrages de prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/01/2009, article 5.5.3.2	Sans objet
2	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 06/12/2023, article 2	Sans objet
3	BREF SA - Consommation d'eau et production d'effluents aqueux	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-70	Sans objet
4	Ouvrages de prélèvement d'eau	Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-13	Sans objet
5	Ouvrages de prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 24	Sans objet
7	Ouvrages de prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
8	Ouvrages de prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité a été constatée, à savoir :

- absence de véritable disconnection qui permette l'isolement du réseau d'eau potable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2009, article 5.5.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites des rejets
Prescription contrôlée : <u>5.5.3.2.1 Débit</u> Le débit maximal des effluents est fixé à 550 m ³ /jour. <u>5.5.3.2.2 Qualité</u> Les eaux épurées de la station autonome de traitement des eaux industrielles construite sur le site même de l'usine sont rejetées dans la Bienne.

La concentration des effluents pour chacun des paramètres doit respecter la valeur limite figurant dans le tableau ci-dessous, sauf si le rendement épuratoire correspondant est supérieur au rendement minimum. Dans tous les cas, les flux maxima figurant au tableau doivent être respectés.

	Concentration (mg/l)	Flux (kg/jour)
DCO	125	68
DBO5	25	13
MES	35	19
NGL	20	11
Pt	2	1.1

Constats :

En 2025, des dépassements par rapport aux valeurs limites d'émission ont été constatés, principalement en janvier (5 en DCO, 2 en Pt et 1 en MES) et en février. Quelques valeurs de paramètres sont ponctuellement en dépassement. Cependant, la situation s'est nettement améliorée par rapport à 2024.

Un travail en profondeur a été mené pour améliorer les paramètres de rejet : minimiser les fuites de sang, diminution du temps d'aspiration, changement d'automate fin novembre, recherche d'injection en continu de polymère, travail sur les flux pour abaisser les charges, isolement des matières stercoraires, ...

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les efforts doivent continuer pour améliorer les rejets et maintenir les valeurs des paramètres de rejet sous les valeurs limites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2023, article 2

Thème(s) : Situation administrative, volume de production

Prescription contrôlée :

Rubrique 3641 : exploitation d'abattoirs avec une capacité supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour : 159 t/j

Constats :

Depuis la délivrance de l'arrêté préfectoral en 2023, suite à l'extension de production, le tonnage maximal autorisé a été dépassé plusieurs fois en 2024. Ces dépassements ont donné lieu à une mise en demeure ainsi qu'à des courriers de rappel des peines encourues en cas de non-respect de cette mise en demeure.

L'envoi du plan de charge de façon hebdomadaire a permis de constater que les tonnages journaliers avaient baissé et que le tonnage maximal autorisé était maintenant respecté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le plan de charge doit continuer à être envoyé de façon hebdomadaire à l'Inspection. Cette prescription sera inscrite de façon pérenne dans un arrêté préfectoral complémentaire à venir.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : BREF SA - Consommation d'eau et production d'effluents aqueux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-70
Thème(s) : Actions nationales 2026, MTD-10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de gestion de l'eau et des audits de gestion de l'eau font partie du système de management environnemental.</p> <p>Un plan de gestion de l'eau et des audits de gestion de l'eau [...] comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des schémas de circulation des flux et des bilans massiques de l'eau couvrant l'installation et les procédés, dans le cadre de l'inventaire des flux entrants et sortants mentionné à la MTD 2 ; - l'instauration d'objectifs relatifs à une utilisation rationnelle de l'eau ; - la mise en œuvre de techniques d'optimisation de l'eau (par exemple, contrôle de la consommation d'eau, réutilisation/recyclage de l'eau, détection et réparation de fuites). <p>Des audits de gestion de l'eau sont effectués au moins une fois par an pour s'assurer que les objectifs du plan de gestion de l'eau sont atteints [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion de l'eau n'est pas encore totalement mis en place.</p> <p>Les audits n'ont pas encore commencé.</p> <p>Les schémas de circulation de l'eau et les bilans massiques ne sont pas disponibles à l'heure actuelle.</p> <p>L'exploitant prévoit l'installation de 32 compteurs au 1^{er} semestre 2026.</p> <p>Des objectifs de ratios de consommation d'eau sont fixés. Ils sont d'environ 3 l par kilogramme abattu.</p> <p>Différentes techniques d'optimisation de l'utilisation de l'eau sont déjà mises en œuvre.</p> <p>Elles sont listées dans le dossier de réexamen IED qui a été envoyé en 2024 suite à la parution du BREF SA.</p> <p>Les objectifs de ratios de consommation d'eau sont suivis régulièrement mais il n'y a pas d'audit. Ceux-ci seront mis en place après l'installation des 32 compteurs répartis sur toute l'usine.</p> <p>Cependant des réunions mensuelles ont lieu dans les ateliers sur la gestion de l'eau.</p> <p>Les audits ne sont pas encore mis en place, il n'y a pas donc pas de rapport de ces audits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan de gestion de l'eau et les audits sont des outils à mettre en place.</p> <p>L'installation effective des 32 compteurs d'eau devra être justifiée à l'Inspection dans les 6 mois.</p> <p>Dès la mise en place des audits, des compte-rendus devront être prévus pour mettre en évidence l'atteinte ou non des objectifs.</p> <p>La date de mise en place effective des MTD est fixée 4 ans après la parution du BREF SA, à savoir le 11 décembre 2027.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Ouvrages de prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-13
Thème(s) : Actions nationales 2026, déclaration du forage
Prescription contrôlée : La demande d'autorisation environnementale comprend les éléments communs suivants :[...] 4° Une description de la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés mis en œuvre, ainsi que l'indication, selon le cas, de la ou des rubriques des nomenclatures ou bien du ou des items de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains dont le projet relève. Elle inclut les moyens de suivi et de surveillance, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées. Elle inclut également, le cas échéant, les mesures permettant une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...] 10° Le cas échéant, la mention des autres demandes d'autorisation ou déclarations, hors autorisations d'urbanisme, nécessaires à la réalisation du projet et requérant l'organisation d'une enquête publique, lorsque cette enquête n'a pas encore été réalisée. Cette mention est complétée de la date de dépôt et la mention de l'autorité compétente pour ces demandes d'autorisation ou déclarations, ainsi que, éventuellement, de la demande de dérogation à l'organisation d'une enquête publique unique prévue au troisième alinéa du I du L.181-10 ;
Constats : Suite à l'inspection, l'exploitant a fait parvenir les éléments concernant le forage et notamment le numéro BSS. Sur le document du BRGM qui a été envoyé, le forage est bien identifié comme point d'eau. Point conforme
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une vigilance doit être apportée à l'état des parois extérieures, au niveau du sol, pour éviter qu'un manque d'étanchéité de l'ouvrage ne soit source de contamination de l'eau de forage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ouvrages de prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 24
Thème(s) : Actions nationales 2026, consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les ouvrages de prélèvement d'eau, visés aux articles 22 et 23 ci-dessus, sont munis d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats, consignés dans un registre éventuellement informatisé, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée définie dans l'arrêté d'autorisation.
Constats : Le forage est muni d'un compteur totalisateur. Il est relevé une fois par semaine. Le prélèvement est d'environ 70 m ³ /j. Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Ouvrages de prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2026, Prévention pollution eau
Prescription contrôlée : En cas d'approvisionnement en eau potable par un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection.
Constats : Le système pour basculer du réseau d'eau potable à l'eau de forage fonctionne sur l'ouverture et la fermeture de vanne. Un clapet anti retour est également présent. Il n'y a pas véritablement de disconnection qui permette l'isolement du réseau d'eau potable. Point non conforme
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un disconnecteur doit être mis en place pour éviter le risque de passage d'eau de forage dans le réseau d'eau potable ou, à défaut, la justification de l'absence de circulation des 2 origines d'eau dans la même canalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Ouvrages de prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2026, protection de l'ouvrage
Prescription contrôlée : Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m ² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel. La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche. Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.
Constats : Une protection est présente. Elle a été réhaussée pour ne pas être à ras du sol. La tête de forage est protégée par la dalle de béton et la margelle.

Un capot de fermeture est présent au-dessus du forage pour le protéger. Conforme
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'étanchéité entre la réhausse de margelle et la dalle béton doit être surveillée de façon à s'assurer que les eaux de pluie ne ruissellent pas dans le conduit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Ouvrages de prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2026, déclaration GEREP
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ; [...]
Constats : Les volumes d'eau de forage consommés chaque année sont déclarés par l'exploitant sur GEREP. Pour 2024, le volume déclaré est de 15 415 m ³ . Actuellement, suite à un problème technique, l'eau de forage n'est pas utilisée mais en temps normal, cette eau sert au nettoyage des bétailières. Conforme
Type de suites proposées : Sans suite